

**ADDENDA À LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE
CONCERNANT UN PROJET DE MISE EN ŒUVRE DE MESURES DE
GÉRIATRIE SOCIALE AUPRÈS DES ÂÎNÉS ISOLÉS ET VULNÉRABLES**

ENTRE : La MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par la sous-ministre adjointe aux Âînés et aux Proches aidants, madame Natalie Rosebush, dûment autorisée aux présentes,

ci-après appelée la « MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS »;

ET : La FONDATION AGES, personne morale sans but lucratif, incorporée en vertu de la partie 3 de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont le siège est au 801, 4^e Rue, bureau 204, Québec (Québec) G1J 2T7, représentée par monsieur Élie Belley-Pelletier, directeur général, dûment autorisé tel qu'il le déclare,

ci-après appelé le « BÉNÉFICIAIRE »;

ci-après appelées les « PARTIES »

ATTENDU QUE la MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS soutient financièrement le BÉNÉFICIAIRE pour la mise en œuvre de mesures de gériatrie sociale et qu'il y a lieu de revoir les modalités et les conditions associées à cette aide financière.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

1. OBJET DE L'ADDENDA

Le présent ADDENDA a pour objet de modifier la convention d'aide financière concernant un projet de mise en œuvre des mesures de gériatrie sociale auprès des aînés isolés et vulnérables intervenue entre la MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS et le BÉNÉFICIAIRE le 29 mars 2019, également modifiée le 13 août 2021.

2. MODIFICATIONS DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

2.1 L'article 1 est remplacé par le suivant :

La présente convention a pour objet l'octroi, par la MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS au BÉNÉFICIAIRE d'une aide financière de 3 535 000 \$ (ci-après l'« AIDE FINANCIÈRE ») pour la mise en œuvre de mesures de gériatrie sociale conformément au projet apparaissant à l'Annexe A (ci-après le « Projet »).

La présente entente détermine également les rôles et responsabilités des PARTIES afin d'optimiser l'utilisation des ressources allouées au Projet dans le respect des activités et des normes de gestion applicables aux PARTIES.

2.2 L'article 2 est remplacé par le suivant :

L'AIDE FINANCIÈRE sera versée au BÉNÉFICIAIRE selon les modalités suivantes :

- a) un premier versement de un million trois cent soixante-quinze mille dollars (1 375 000 \$), au plus tard dans les 45 jours suivant la signature de la présente convention;
- b) un deuxième versement maximal de sept cent quatre-vingt-quatre mille dollars (784 000 \$), suivant le dépôt au Secrétariat aux aînés du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) au plus tard le 30 juillet 2021, d'un rapport d'étape, dans un gabarit fourni, portant sur les activités réalisées et l'utilisation détaillée de l'aide financière octroyée pour la période du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, accompagné des documents produits, le cas échéant;
- c) un troisième versement maximal de cent quatre-vingt-seize mille dollars (196 000 \$), suivant le dépôt au Secrétariat aux aînés du MSSS, au plus tard le 1^{er} mars 2022, d'un rapport d'étape, dans un gabarit fourni, portant sur les activités réalisées et l'utilisation détaillée de l'aide financière octroyée pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022, accompagné des documents produits, le cas échéant;
- d) un quatrième versement maximal de neuf cent quarante-quatre mille dollars (944 000 \$), au plus tard 45 jours suivant la signature de l'addenda;
- e) un cinquième et dernier versement maximal de deux cent trente-six mille dollars (236 000 \$), suivant le dépôt au Secrétariat aux aînés du MSSS, au plus tard le 1^{er} mars 2023, d'un rapport final, dans un gabarit fourni, portant sur les activités réalisées et l'utilisation détaillée de l'aide financière octroyée pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, accompagné des documents produits, le cas échéant.

2.3 L'article 3 est modifié par le remplacement du paragraphe suivant 10 par les paragraphes suivants :

10. produire à la MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS, au plus tard le 1^{er} mars 2022, un rapport d'étape portant sur les activités réalisées selon les modalités prévues à l'Annexe A et l'utilisation détaillée de l'aide financière octroyée pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022, accompagné des documents produits, le cas échéant. Ce rapport devra être produit par un vérificateur externe, membre d'un ordre professionnel comptable reconnu, démontrant que l'utilisation de l'aide financière au cours de la durée de la réalisation du projet est conforme aux prescriptions de la présente convention.

10.1 produire à la MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS, au plus tard le 1^{er} mars 2023, un rapport final portant sur les activités réalisées selon les modalités prévues à l'Annexe A et l'utilisation détaillée de l'aide financière octroyée pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, accompagné des documents produits, le cas échéant. Ce rapport devra être produit par un vérificateur externe, membre d'un ordre professionnel comptable reconnu, démontrant que l'utilisation de l'aide financière au cours de la durée de la réalisation du projet est conforme aux prescriptions de la présente convention.

2.4 L'article 12.1 est remplacé par le suivant :

Malgré la date de sa signature, la présente convention entre en vigueur le 1^{er} avril 2018 et se termine le 31 mars 2023 lorsque l'objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

2.5 L'ANNEXE A est remplacée par la suivante :

ANNEXE A

Projet pilote soutenant la mise en œuvre de mesures de gériatrie sociale auprès des aînés isolés et vulnérables

Le BÉNÉFICIAIRE réalise un projet pilote soutenant la mise en œuvre de mesures de gériatrie sociale par l'entremise de six projets régionaux ayant préalablement obtenu l'autorisation du Secrétariat aux aînés du MSSS, en collaboration avec les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) ou les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) ciblés et les organismes partenaires, des interventions auprès d'aînés isolés et vulnérables, notamment ceux qui ne recourent pas aux services de santé ou aux services sociaux publics ou qui ne sont pas connus de ceux-ci.

Le BÉNÉFICIAIRE propose au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), à titre d'organisme instigateur d'une approche de gériatrie sociale, afin d'agir en prévention auprès des aînés vulnérables et isolés pour améliorer leur qualité de vie. À cet effet, le BÉNÉFICIAIRE a déposé un document de soutien qui a permis de faire une analyse du projet.

Le BÉNÉFICIAIRE

Ainsi, l'octroi de ce financement s'accompagne des conditions suivantes :

- Que les activités et le matériel déployés par le BÉNÉFICIAIRE s'appuient sur les meilleures pratiques en matière de promotion de la santé, d'approche de prévention et d'autonomisation auprès des aînés et de respect des droits et choix des aînés.

Pour ce faire, le BÉNÉFICIAIRE aura la responsabilité :

- de mettre sur pied un comité conjoint de pilotage composé du BÉNÉFICIAIRE (médecin conseil et directeur général), de représentants du MSSS, représentants des organismes communautaires impliqués et représentants des CISSS ou des CIUSSS afin de recommander des ajustements au projet, le cas échéant;
- d'ajuster le projet pilote à la lumière des recommandations du comité conjoint de pilotage.
- Que le BÉNÉFICIAIRE inscrive son projet en cohérence avec les réseaux de services intégrés aux personnes âgées (RSIPA), avec les Mécanismes de concertation et de coordination des réseaux territoriaux (RTS) des établissements (CISSS et CIUSSS) qui accueilleront et soutiendront ce projet pilote sur leur territoire.
- Que le BÉNÉFICIAIRE s'assure de l'implication des médecins de famille et de la disponibilité des services gériatriques du réseau de services intégrés (RSI) où se déploie le projet.
- Que le BÉNÉFICIAIRE s'assure de l'implication des travailleurs de milieu issus du programme Initiatives de travail de milieu auprès des aînés en situation de vulnérabilité (ITMAV), le cas échéant.
- Que le BÉNÉFICIAIRE s'arrime avec les services du soutien à domicile (SAD) des CISSS et CIUSSS.
- Que les résultats et retombées du projet pilote (réparti en six projets régionaux) soient pris en compte dans l'analyse globale du projet, selon des critères établis par le comité conjoint de pilotage.
- Des rapports de suivi seront déposés annuellement au MSSS.
- Que pour la période du 1^{er} juillet au 31 mars 2022, le BÉNÉFICIAIRE utilise un montant maximal de 210 000 \$ pour l'administration du Projet et un montant maximal de 770 000 \$ pour les projets pilotes à soutenir et que pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, le BÉNÉFICIAIRE utilise un montant maximal de 280 000 \$ pour l'administration du Projet et un montant maximal de 900 000 \$ pour les projets pilotes à soutenir, tel que défini ci-dessous :

Ventilation du budget de la Fondation AGES			
	Convention d'aide financière signée le 29 mars 2019	Prolongation 2021-2022	Prolongation 2022-2023
Fondation AGES	470 000 \$	210 000 \$	280 000 \$
Capitale-Nationale	319 000 \$	165 000 \$	225 000 \$
Laval	401 000 \$	220 000 \$	300 000 \$
Bas-Saint-Laurent	185 000 \$	110 000 \$	75 000 \$
Estrie		110 000 \$	150 000 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean		55 000 \$	75 000 \$
Nord-de-l'Île-de-Montréal		110 000 \$	75 000 \$
Total	1 375 000 \$	980 000 \$	1 180 000 \$

Toutes modifications aux régions ou aux montants prévus au Projet devront faire l'objet d'une autorisation de la MINISTRE.

UTILISATION DE L'AIDE FINANCIÈRE

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont celles qui sont **nécessaires et directement** liées à la réalisation des activités du projet, notamment :

- la rémunération des ressources humaines, y compris les charges sociales, associée exclusivement à la réalisation des activités du projet. La rémunération doit être de niveau comparable à celle habituellement versée par le milieu pour des tâches similaires dans la région concernée;
- les honoraires professionnels liés aux activités du projet;
- les dépenses associées aux activités de communication (diffusion, publication, publicité, etc.) directement liées aux activités du projet;
- les frais de formation engagés pour la réalisation des activités du projet;
- les coûts de location de locaux pour la réalisation des activités du projet;
- les frais nécessaires pour la gestion administrative du projet (vérification, comptabilité, informatique, juriste, acquisition de matériel, etc.), jusqu'à concurrence de 10 % des dépenses admissibles octroyées;
- les dépenses de fonctionnement liées directement à la réalisation des activités du projet, les frais de transport, de repas et d'hébergement, lorsqu'ils sont nécessaires (sans quoi le projet ne pourra être réalisé) à la réalisation du projet et jusqu'à concurrence des montants suivants :

Chaque dépense effectuée dans le cadre du projet devra pouvoir être associée à une pièce justificative et une preuve de déboursé qui pourraient être exigées par la MINISTRE.

Lors de la remise de tout rapport à la MINISTRE, l'ORGANISME devra ventiler les dépenses liées exclusivement à la réalisation des activités du projet en remplissant le formulaire prévu à cette fin.

Dépenses non admissibles

Toutes les dépenses qui ne sont pas nécessaires et directement liées à la réalisation des activités du projet ne sont pas admissibles, notamment :

- les dépenses liées à l'acquisition, la réfection ou la construction d'infrastructure;
- les dépenses qui ont pour finalité de diminuer ou d'éliminer les coûts d'acquisition ou de location d'un bien ou d'un service par des personnes aînées ou leurs proches, ou à leur profit;
- la partie des taxes ainsi que les autres frais pour lesquels l'organisme promoteur a droit à un remboursement;
- les coûts associés à la consommation d'alcool;
- les frais d'adhésion, entre autres, aux associations ou aux organismes;
- les coûts liés aux situations imprévues;
- les dépenses allouées à la réalisation du projet en dehors de la période couverte par la convention d'aide financière;
- les dépenses associées aux activités hors Québec.

3. PRISE D'EFFET

Les présentes modifications prendront effet au moment de la signature de l'ADDENDA par toutes les PARTIES.

4. PARTIE INTÉGRANTE

Les PARTIES conviennent que les présentes modifications font partie intégrante de la convention d'aide financière signée le 29 mars 2019 dont il est fait mention à l'article 1 de la présente.

5. SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les PARTIES ont signé en deux exemplaires à la date indiquée ci-dessous :

Pour la MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DES PROCHES AIDANTS

Par :  Date : 2022-08-05

Natalie Rosebush, sous-ministre adjointe aux Aînés et aux Proches aidants

À : Québec

Pour le BÉNÉFICIAIRE


Par :  Date : 5 août 2022

Élie Belley-Pelletier, directeur général

À : Québec